

Sujet	Protection des données
Type de document	Obligation d'information
Traitement	Données relatives aux candidat(e)s
Version	1.0
Créé par	Joachim A. Hader
Validé par	Dr. Peter Nixdorf
Traduit et adapté par	Valérie Noorlander
Niveau de confidentialité	Public

Historique

Date	Version	Créée par	Description
15.04.2018	0.5	Joachim A. Hader	Préparation du document
03.05.2018	1.0	Dr. Peter Nixdorf	Personnalisation à TPG et Communication
20.09.2020	1.0	Valérie Noorlander	Traduction et adaptation à TPG France

Protection des données Obligation d'information	Informations Candidats	Protection des données
--	---------------------------	---------------------------

Sommaire

1	Qui est responsable du traitement des données et qui est le délégué à la protection des données ?	3
2	Quelles sont les données personnelles que nous recueillons et d'où proviennent-elles ?	3
3	A quelles fins et sur quelle base juridique les données sont-elles traitées ?	4
4	Combien de temps vos données seront-elles conservées ?	4
5	Qui reçoit vos données ?	4
6	Quels droits pouvez-vous faire valoir en tant que personne concernée ?	4
7	Où pouvez-vous soumettre une plainte ?	5
8	Et si vos données sont transférées vers un pays tiers ¹ ?	5
9	Etes-vous obligé de fournir vos données ?	5
10	Des décisions ou des mesures automatisées ont-elles lieu ?	5

Conformément à l'article 13 du règlement européen relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, nous vous informons par la présente du traitement de vos données personnelles par TPG The Project Group France et des droits dont vous bénéficiez en vertu des lois applicables en matière de protection des données.

1 Qui est responsable du traitement des données et qui est le délégué à la protection des données ?

Responsable du traitement des données :

The Project Group SAS
Regus Lyon Plaza
93 rue de la Villette
69003 LYON
Tel : +33 (0) 4 20 10 25 04
info@theprojectgroup.com

Personne déléguée à la protection des données :

Valérie Noorlander
Responsable Administrative The Project Group SAS
valerien@theprojectgroup.com

2 Quelles sont les données personnelles que nous recueillons et d'où proviennent-elles ?

Dans le cadre de votre candidature, nous traitons les catégories de données que vous fournissez pendant la procédure de candidature :

- Vos données d'état civil (telles que prénoms, nom, date de naissance)
- Le cas échéant, permis de travail / permis de séjour
- Coordonnées (telles qu'adresse, numéro de téléphone (portable) et adresse e-mail)
- Données sur vos compétences et connaissances
- Si pertinent pour le poste concerné, données de santé et aptitude médicale à occuper le poste.

Vos données personnelles sont généralement collectées directement auprès de vous dans le cadre de l'établissement de votre relation de travail.

3 A quelles fins et sur quelle base juridique les données sont-elles traitées ?

En France, la protection des données personnelles est encadrée par la loi du 6 janvier 1978 dite « Informatique et libertés ». La loi du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles a modifié la loi « Informatique et Libertés » pour l'adapter aux dispositions du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), applicable partout en Europe depuis le 25 mai 2018.

En plus du RGPD, l'Union européenne a adopté la directive (UE) du 27 avril 2016 dite "Directive Police Justice" relative aux traitements de données personnelles en matière pénale. Ces deux textes constituent "le paquet européen" sur la protection des données.

Nous traitons donc vos données personnelles conformément à toutes ces dispositions juridiques.

L'objectif premier du traitement des données est d'établir la relation de travail.

4 Combien de temps vos données seront-elles conservées ?

Nous traiterons vos documents de candidature pendant toute la durée de la procédure de candidature. Si vous n'êtes pas accepté au poste auquel vous avez postulé, nous conserverons vos documents pendant six (6) mois maximum. Si vous avez donné votre accord pour un stockage plus long dans notre pool de candidats, nous supprimerons vos documents dès que vous aurez révoqué cet accord et dans un délai maximum de deux (2) ans.

5 Qui reçoit vos données ?

Au sein de notre entreprise, vos données personnelles ne seront communiquées qu'aux personnes et organes qui en ont besoin pour prendre des décisions en vue d'établir la relation de travail.

6 Quels droits pouvez-vous faire valoir en tant que personne concernée ?

- Droit d'accès de la personne concernée (Art. 15 RGPD)
- Droit de rectification (Art. 16 RGPD)
- Droit à l'effacement – « droit à l'oubli » (Art. 17 RGPD)
- Droit à la limitation du traitement (Art. 18 DS-GVO)
- Droit à la portabilité des données (Art. 20 RGPD)
- Droit d'opposition (Art. 21 RGPD)

Si vous souhaitez faire valoir vos droits, veuillez contacter le service des ressources humaines ou le responsable de la protection des données de l'entreprise.

7 Où pouvez-vous soumettre une plainte ?

Vous avez la possibilité d'adresser une plainte au délégué à la protection des données de l'entreprise susmentionné ou à l'autorité de contrôle de la protection des données compétente, la CNIL.

Vous pouvez faire cela en ligne ici : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> ou bien par courrier postal à CNIL - 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07

8 Et si vos données sont transférées vers un pays tiers¹ ?

Nous ne transférerons vos données à des pays tiers que si vous nous avez donné votre accord et que nous avons mis en place les accords et garanties nécessaires en matière de protection des données.

9 Etes-vous obligé de fournir vos données ?

Les informations que vous fournissez sont nécessaires à la décision d'établir ou non une relation de travail. Malheureusement, nous ne pouvons pas examiner votre demande si les informations fournies sont incomplètes.

10 Des décisions ou des mesures automatisées ont-elles lieu ?

Nous n'utilisons aucun processus automatisé pour prendre nos décisions.

¹ Pays tiers : Pays hors UE/EEE à l'exception de l'Argentine, Andorre, Canada (pour les traitements soumis à la loi canadienne « Personal Information Protection and Electronic Documentation Act »), Guernesey, Île de Man, Jersey, Canada, Nouvelle-Zélande, Israël, Suisse, Îles Féroé, Uruguay et les Etats-Unis d'Amérique (pour les sociétés certifiées par le « EU-U.S. Privacy Shield Framework »).